

Musées royaux : le MR refait les comptes

INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES Les bleus réfutent les accusations et alignent leurs chiffres

- On maltraite nos Musées royaux, on démantèle nos institutions scientifiques ?
- La critique fait mal au gouvernement Michel.
- Le Centre Jean Gol contre-attaque.

La thèse, à contre-courant, est la suivante : non, le gouvernement fédéral ne maltraite pas nos Musées royaux ; oui, ils sont l'objet d'un réinvestissement budgétaire. Signé : Centre Jean Gol, bureau d'études du MR. Qui instruit le dossier à charge (du PS) et à décharge (de la suédoise), comme il se doit et comme nous l'explique Richard Miller, son administrateur délégué : « *Le PS, qui nous attaque sans arrêt, a de lourdes responsabilités dans les difficultés que l'on connaît, alors que le gouvernement, lui, réinvestit dans le domaine.* »

La thèse, à contre-courant on l'a dit, est politiquement importante pour les bleus : l'accusation fait mal à l'exécutif Michel. L'idée que celui-ci puisse laisser se dégrader nos institutions scientifiques pour des raisons budgétaires doublées d'arrière-pensées communautaires (la N-VA veut démanteler l'Etat-Belgique) hérisse les milieux culturels et déprime l'opinion publique. Il fallait réagir. Chose faite : directeur scientifique du Centre Jean Gol, Corentin de Salle se fend d'une note visant à réhabiliter la politique mise en œuvre par Charles Michel au « Seize » et défendue par Olivier Chastel à la Toison d'or.

S'inspirant de l'argumentaire développé par Elke Sleurs, secrétaire d'Etat à la Politique scientifique, les bleus alignent les chiffres. En fait de « *Stratégie du pourrissement* » (le titre de la carte blanche du PS, publiée

le 28 juin dans nos colonnes), on lit ici que « *la majorité fédérale applique un plan de réinvestissement de 60 millions d'euros pour les Musées royaux des Beaux-Arts et de 100 millions pour les Musées royaux d'Art et d'Histoire* ». Les fameuses « économies linéaires » qui sont la marque de la suédoise ? « *Elles sont compensées.* » La preuve : « *Les dotations publiques aux Musées royaux s'élevaient, au total, à 40,814 millions d'euros en 2013, 41,140 millions en 2014, 52,057 millions en 2015 si l'on tient compte d'une série d'investissements uniques, ou "one shots", à hauteur de 11,26 millions d'euros, et elles atteindront 44,111 millions en 2016.* »

« Il n'y a jamais eu d'eau sur des tableaux »

Voilà pour les dotations. Ce n'est pas tout : « *Ajoutez le plan de rénovation et de restauration des musées fédéraux, de 145,1 millions d'euros, approuvé en conseil des ministres le 23 mai, dont 30 millions à charge de Beliris - géré par Didier Reynnders - sur le programme 2015-2017.* » Sans oublier : « *170.000 euros libérés par Elke Sleurs pour assurer une promotion supplémentaire des musées fédéraux à Bruxelles.* »

Les libéraux-réformateurs se lèvent contre le « *Il peut pleuvoir sur un Breughel !* » lancé par Karine Lalieux, députée socialiste, et redressent : « *Il n'y a jamais eu d'eau sur des tableaux ! Certaines infiltrations sont dues à des travaux commandés par le Musée ou à des problèmes d'humidité après*

l'utilisation de mauvaises peintures, mais les toitures vont être rénovées entre 2016 et 2018 pour un montant de 35,9 millions, dont 16,6 millions au budget de Beliris et 19,3 à la Régie des bâtiments. » Non mais ! Quant aux soupçons qui pèsent sur la N-

VA, occupée à « *démanteler notre patrimoine culturel* », les bleus réfutent : « *Le cabinet Jambon, qui a la main sur la Régie des bâtiments et la tutelle sur Elke Sleurs, a obtenu d'inscrire une enveloppe de 10 millions d'euros par an dans le nouvel avenant Beliris et les consacra aux établissements scientifiques fédéraux, considérés par le ministre N-VA comme les... "joyaux culturels belges ayant un attrait particulier pour Bruxelles."* » Manque la Brabançonne.

Rétablisser de vérité, le Centre Jean Gol ponctue : « *On accuse le gouvernement de sacrifier nos institutions culturelles ? La réfection du Musée de Tervuren aura coûté plus de 65 millions d'euros ; celle du Conservatoire est estimée à 60 millions, dont 20 millions pour le fédéral ; il y a aussi des budgets prévus pour l'Institut royal du patrimoine artistique, le bâtiment Dynastie, la Tour japonaise, la MIM, le Pavillon chinois, la Porte de Hal...* » Pour finir : « *La Régie des bâtiments engage 150 profils techniques en 2016, ce qui facilitera son travail en cas de problèmes dans nos institutions.* » Le MR (comme « *Musées royaux* »), c'est « *des paroles et des actes* ». CQFD ? ■

DAVID COPPI

145,1
millions d'euros
pour le plan
de rénovation
des musées

44,111
millions d'euros
de dotations aux
Musées royaux
en 2016

INTERVIEW

Richard Miller : « Je vise le PS ? Affirmatif »

A la tête du Centre Jean Gol, Richard

Miller, député fédéral, vole au secours du MR et de la suédoise « *qui soutient les Musées royaux* »...

Vous visez le PS, mais il n'est pas le seul à montrer du doigt le gouvernement dans ce dossier...

Je vise le PS car il est très agressif. Je pense par exemple à la carte blanche dans vos colonnes récemment. S'il a cette attitude, c'est d'abord parce que les mesures de restriction ont été prises sous le gouvernement Di Rupo qui, par exemple, n'avait pas libéré des tranches de la dotation due aux Musées. Ce n'est pas tout : c'est un ministre PS, Paul Magnette, qui avait initié un plan qui devait tout solutionner, et c'est un ministre PS, son successeur, Philippe Courard, qui viendra plus tard en commission parlementaire expliquer qu'on arrête tout... C'est embêtant, mais c'est comme ça. Nous, on a mis fin à l'immobilisme.

Je vous passe les querelles de personnes paralysantes, entre responsables étiquetés PS, je pense notamment à MM. Dragnet, patron des Musées des Beaux-Arts, et Mettens, qui dirigeait le département en Politique scientifique...

Vous liquidez un peu vite l'impact des économies linéaires, c'est la ligne de conduite de la suédoise au plan budgétaire...

Mais elles sont entièrement compensées, comme nous le montrons dans les chiffres livrés par ailleurs (lire ci-contre). Le message ne passe pas. C'est pourtant bien la politique mise en œuvre par Elke Sleurs, Jan Jambon et Didier Reynnders. Le gouvernement s'attaque aux problèmes, il apporte des solutions.

La N-VA veut scinder la Politique scientifique, non ? Pas du tout. Le gouvernement veut réorganiser le paysage scientifique, pas le démembrer ou le scinder. Tout le reste, c'est de la polémique.